

CONVENTION RELATIVE A LA DIFFERENCIATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC AUX ABORDS DU TRAMWAY

Entre
Bordeaux Métropole , représentée par sa Présidente, Madame Christine BOST, domiciliée à ce titre au siège de la métropole – Esplanade Charles de Gaulle – 33076 BORDEAUX CEDEX et agissant en vertu de la délibération du Conseil de Métropole n° en date du ,
Ci-après dénommé « Bordeaux Métropole », « la partie »
Et
La commune de Blanquefort , représentée par son Maire, Madame Véronique Ferreira, dûment habilitée par délibération n° en date du ,
Ci-après dénommée « <i>la Commune</i> »
Ensemble qualifiés « <i>les parties</i> »
VU le code général des collectivités territorial et notamment son article L 5217-2 ;
VU le code des transports ;
VU le courrier préfectoral du 21 octobre 2024 invoquant l'éventualité d'une suspension du fonctionnement du tramway aux horaires de circulation lorsque l'éclairage n'est pas assuré.
VU la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° en date du portant sur la convention relative à la différenciation de l'éclairage public aux abords du tramway ;

PREAMBULE

La sécurité d'exploitation du tramway repose essentiellement sur le principe de la « conduite à vue », ce qui

signifie notamment que le conducteur de tramway adapte continuellement sa vitesse en fonction de son environnement (véhicules aux carrefours, présence de piétons, tramway qui le précède, etc.). La visibilité de la

voie est donc particulièrement importante.

Avec le souci d'une gestion de l'éclairage public plus respectueuse de l'environnement, des communes ont fait

évoluer leur pratique et coupent leur éclairage public à un horaire plus avancé, ce qui entraîne une absence d'éclairage le long des voies du tramway. En effet la plateforme tramway ne dispose pas de système d'éclairage

dédié (hors station), elle bénéficie de l'éclairage public.

Cependant une réduction de cet éclairage aux heures d'exploitation du tramway crée des conditions de

circulation dégradées pour le tramway. Elle augmente notamment le risque de collision avec des tiers et est un

facteur aggravant pour ce type d'accident. En outre, une réduction de l'éclairage déroge au dossier de sécurité

initial produit pour la mise en circulation du tramway et validé par arrêté préfectoral.

Après divers échanges entre les services de l'Etat compétents (DDTM et STRMTG = service technique des

remontées mécaniques et des transports guidés), l'exploitant du réseau Keolis Bordeaux Métropole Mobilités et

Bordeaux Métropole, des mesures provisoires (notamment la réduction de la vitesse du tramway à 30 km/h maximum) ont été mises en œuvre afin d'assurer la sécurité des personnes. Ces mesures sont applicables dans

l'attente de la remise en service effective de l'éclairage public sur l'amplitude horaire de circulation du tramway

demandée par la Préfecture.

Pour répondre au mieux à cette demande, en tenant compte des contraintes de chacun, une étude a été menée

sur la faisabilité d'une différenciation de l'éclairage de la plateforme tramway. A l'issue de cette étude, la nature

et le chiffrage des travaux et des systèmes à mettre en œuvre ont été définis.

De fait, Bordeaux Métropole, compétente en matière de transport et déplacements, a décidé de s'engager

auprès de la commune de Blanquefort, par le biais de ladite convention, et de prendre en charge l'investissement et le coût de fonctionnement initial, correspondant à une période de démarrage, des travaux et systèmes visant

à la différenciation de l'éclairage public aux abords du tramway.

Il est convenu ce qui suit :

1 - Objet de la convention

1.1 - Réalisation et prise en charge financière des travaux

Les travaux relatifs à l'éclairage public étant directement liés à la sécurisation de l'exploitation du tramway, compétence de Bordeaux Métropole en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM), cette dernière

entend par la présente convention, définir les modalités de réalisation et de financement desdits travaux.

La commune de Blanquefort étant compétente en matière d'éclairage public, la réalisation des travaux de

sécurisation de l'exploitation du tramway objet de la présente convention suppose que la commune de

Blanquefort autorise Bordeaux Métropole à effectuer ces travaux sur le domaine communal.

En ce sens, en signant ladite convention, la commune de Blanquefort autorise Bordeaux Métropole à assurer la

maîtrise d'ouvrage de l'opération et ainsi à effectuer les travaux relatifs à la différenciation de l'éclairage public.

1.2 - Description des travaux

La réalisation des travaux comprend :

- La reprise de l'éclairage le long des voies du tram (pose de 24 détecteurs, 3 programmations d'installation avec mise à niveau des unités des gestion).
- Ajout d'un spot au niveau du PN 12 pour assurer un éclairage de ce passage à niveau (PN).

2 - Durée de la convention

La présente convention s'achèvera au transfert des biens à la commune de Blanquefort.

3 - Transfert des biens

3.1 - Transfert des biens

Bordeaux Métropole s'étant par ses travaux présentés ci-dessus assuré de la sécurisation de la circulation tramway, n'a plus vocation à gérer le dispositif technique à l'issue de la réalisation des travaux. Aussi, à la réception des travaux, les biens matériels seront définitivement intégrés dans le patrimoine de la commune de Blanquefort par le biais d'une cession à titre gratuit.

3.2 - Transfert des droits et des responsabilités

La conclusion de cette convention emporte transfert des droits d'exploitation, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

Publié le : 03/10/2025

4 - Coût de l'opération

L'enveloppe financière prévisionnelle de réalisation des travaux et de mise en service des équipements est la suivante :

Commune	Devis dispositif de différenciation (au 03/02/2025)	Prix en euros HT
Blanquefort	 Pose de détecteurs Mise à niveau des unités de gestion pour la télégestion des équipements Pose d'un projecteur 	10 848,00 € HT 5 250,00 € HT 1 753,05 € HT
	Total	17 851,05 € HT

5 - Modification de la convention

Toute modification de la convention sera effectuée par voie d'avenant.

6 - Résiliation

6.1 - Résiliation d'un commun accord

Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort peuvent résilier à tout moment d'un commun accord la convention.

6.2 - Litiges

A défaut d'accord amiable, tous litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal administratif compétent.

Fait à Bordeaux en 2 exemplaires, le	
Pour Bordeaux Métropole,	Pour la commune de Blanquefort,
La Présidente	Le Maire,
Christine BOST	